

Impôts directs

Payés à l'État par ceux qui les doivent.

Les plus courants :

- **IR** : impôt sur le revenu ;
- **ISF** : impôt de solidarité sur la fortune ;
- **IS** : impôt sur les sociétés ;
- mais aussi ceux à destination des collectivités locales comme la taxe d'habitation ou la taxe foncière.

Impôts indirects

Collectés par un intermédiaire qui reverse ensuite à l'État mais payés généralement par le consommateur final.

Les plus courants :

- **TVA** : taxe sur la valeur ajoutée ;
- **TICPE** : taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (taxe sur les carburants) ;
- **Droits de mutation** : plus communément appelés « *frais de notaire* ».

Citoyenneté

La citoyenneté se définit d'un point de vue juridique par la possession de la nationalité française et de ses droits civiques et politiques mais aussi comme une participation à la vie de la cité.

Payer ses impôts est un acte citoyen.



Plus d'informations sur les
impôts expliqués aux juniors sur

impots.gouv.fr/portail/kesako



Retrouvez la DGFIP sur



DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

Juin 2017

IMPÔTS, KESAKO ?

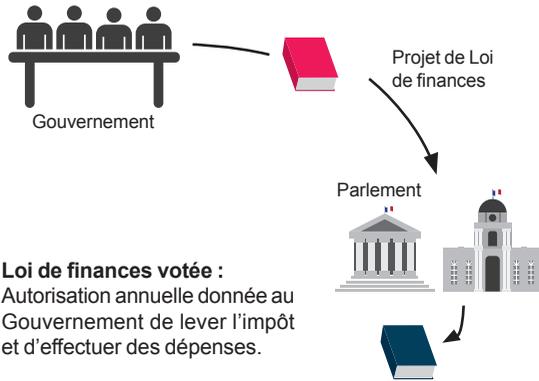


L'impôt c'est

Une somme d'argent payée par les citoyens ou les entreprises à l'État ou aux collectivités locales (région, département, commune) pour qu'ils puissent assurer les dépenses liées à leurs missions d'intérêt général.

Il est légal, parce que

Le gouvernement présente un projet de loi de finances (budget) qui est voté par le parlement.



Et il permet

Le financement de politiques publiques au service de l'intérêt général.
Par exemple :



Un peu d'histoire



Sous l'ancien régime — avant la révolution de 1789 — les principaux impôts étaient la « taille » et la « gabelle » pour le roi, la « dîme » pour l'Église et « l'octroi » pour les villes.

Ces impôts très inégaux variaient suivant les provinces, les villes, les paroisses... et avaient laissé dans la population un fort sentiment d'injustice et d'iniquité.



La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789 énonce clairement l'obligation de payer ses impôts ainsi que le principe d'égalité devant l'impôt :

« Pour l'entretien de la force publique, et pour les dépenses d'administration, une contribution commune est indispensable : elle doit être également répartie entre tous les citoyens, en raison de leurs facultés » (art. 13).

Dans l'article suivant, le consentement à l'impôt est défini :

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-même ou par leurs représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi, et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. » (art. 14).

C'est pourquoi, chaque année, le Parlement, agissant au nom du peuple français, autorise le Gouvernement à lever l'impôt.

La révolution de 1789 a créé de nouveaux impôts, notamment les « 4 vieilles », afin de remplacer ceux de l'ancien régime. Ils correspondent aux « impôts locaux » actuels (les impôts reversés aux collectivités locales).



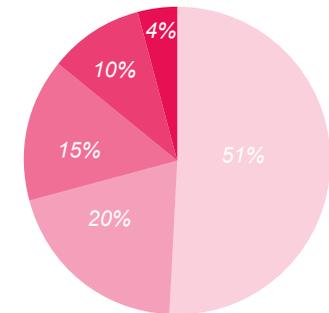
Plus récemment, un impôt général sur le revenu voit le jour en 1916 avec pour la première fois un taux progressif. Après 1945, le quotient familial est créé : le calcul de l'impôt sur le revenu tient compte du nombre de personnes composant la famille. Ces deux évolutions majeures sont toujours appliquées actuellement.

Les années 1960 voient naître la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). C'est un impôt sur la consommation qui est payé lors de l'achat d'un bien ou d'un service. Il sera repris au fur et à mesure par tous les pays européens.

En 1991, la contribution sociale généralisée (CSG) est créée pour participer au financement de la sécurité sociale. La sécurité sociale est désormais « universelle » c'est-à-dire accessible à tous les citoyens et pas uniquement à ceux qui travaillent.

Répartition des impôts finançant le budget de l'État

(Données 2015)



Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) : 193,3 milliards d'euros	Autres ressources fiscales : 37,9 milliards d'euros
Impôt sur le revenu : 75,3 milliards d'euros	TICPE - taxe sur les carburants : 14 milliards d'euros
Impôt sur les sociétés : 58,1 milliards d'euros	